

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

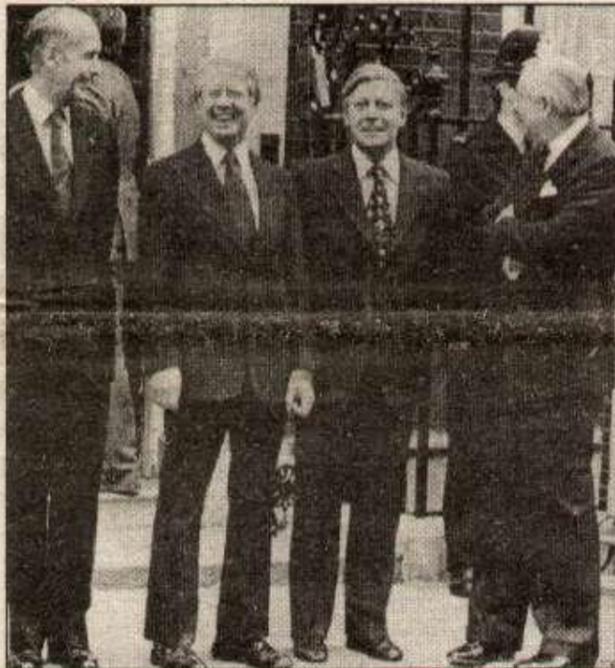
VENDREDI 5 JANVIER 1979 - N° 825

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Sommet de la Guadeloupe

# Le contentieux Europe - USA



- Les relations commerciales
- Les négociations sur la réduction des forces militaires (SALT)
- Les problèmes monétaires

Le sommet qui se déroule actuellement à la Guadeloupe est d'un genre un peu particulier. Il ne s'agit pas d'un «sommet occidental», puisque le Japon et le Canada n'y participent pas. Il ne s'agit pas non plus d'une rencontre officielle entre les USA et l'Europe, puisque seuls les trois «grands» européens, sont présents. Pourtant, c'est bien des relations entre l'Europe et la superpuissance américaine dont il s'agit.

Lire en page 6

Les développements actuels de la situation mondiale ne vont pas sans créer quelques embarras pour les dirigeants du PCF, toujours soucieux de défendre globalement la politique internationale de la superpuissance soviétique et tout ce qui peut servir ses intérêts.

Nous avons vu, ces dernières semaines, le silence officiel du PCF sur le véritable précédent constitué par l'engagement direct de l'URSS dans l'agression contre le peuple érythréen dont les dirigeants du PCF prétendant, par ailleurs, soutenir «le droit à l'auto-détermination». Aujourd'hui, bien entendu, les dirigeants du PCF se taisent sur la responsabilité totale du gouvernement vietnamien et l'appui direct et massif que lui apporte l'URSS, dans l'agression flagrante, de grande envergure, déclenchée depuis le 1<sup>er</sup> janvier, contre le Kampuchéa démocratique. Suite en page 5

## KAMPUCHEA :

# La radio de Phnom-Penh appelle à la guerre populaire contre les agresseurs vietnamiens



Les patriotes khmers résistent aux agresseurs

Lire en pages 4 et 5

## L'ELECTRICITÉ RATIONNÉE

En raison du froid, des coupures de courant ont été effectuées ce jeudi dans le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis. Selon l'EDF, ces délestages ont été effectués pour éviter le risque d'une nouvelle panne générale. Plusieurs dizaines de milliers d'usagers ont été privés de courant pendant une durée moyenne d'une demi-heure, vers dix heures du matin. Il paraît que nous vivons dans un pays hautement industrialisé : toujours est-il que face à un accroissement de la consommation, l'EDF ne trouve d'autre moyen, selon une déclaration d'un membre de sa direction, que de «prendre les devants», en procédant à des coupures préventives. La direction d'EDF n'excluait pas que de telles mesures puissent se renouveler les jours prochains.

## PS : accord Mauroy - Rocard

La majorité du PS n'est pas parvenue à mettre au point un texte commun pour le Congrès d'avril prochain. L'alliance entre Mauroy et Rocard se confirme et se concrétise par une contribution commune, qui reçoit également le soutien du «courant critique» du PS. Dans cette situation, Chevènement fait des offres peu discrètes à Mitterrand, et prépare son entrée dans la majorité du PS.

Lire en page 8

## UEC: la direction en guerre contre les oppositionnels

Lire en page 2

## Iran : Bakhtiar entre en fonction

Sitôt entré en fonction, Bakhtiar annonce le départ du Shah à l'étranger, et promet des mesures de libéralisation. Ces tentatives pour neutraliser une partie de l'opposition sont rejetées par le peuple iranien, qui continue de manifester en masse. Les risques d'un coup d'Etat militaire se précisent.

Lire en page 8

Lire en page 7 notre dossier :

## Les visées soviétiques sur l'Iran

## ● Giscard défend sa Justice

Mercredi, Giscard est venu assister à l'audience officielle de la Cour de Cassation. A cette occasion, il a tenu à prendre la défense de l'institution judiciaire, déclarant « inadmissibles et dangereuses les attaques portées contre la Justice ». Selon lui, « nul ne peut mettre en doute l'indépendance, l'honnêteté, l'impartialité, et la compétence avec lesquelles les magistrats français dans leur ensemble remplissent leur mission ». Le premier président de la cour de Cassation, Pierre Bellet, avait auparavant pris la parole pour demander « instamment à tous ceux qui participent à la presse écrite ou parlée de s'imposer une certaine réserve, de faire preuve de modération et de bien étudier chaque cas avant de prendre un parti que les juges ont tant de peine à se faire ». La Justice entend qu'on observe à son égard la loi du silence. Il est vrai qu'elle y aurait souvent intérêt.

## ● Démission à la tête de l'OTAN

Le général Haiq, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, a annoncé qu'il comptait démissionner de son poste le 30 juin. Il avait fait connaître son désaccord avec la décision de Carter de suspendre la production de la bombe à neutrons. Selon certaines rumeurs, il pourrait briquer l'investiture du parti républicain pour les présidentielles de 1980.

## ● Pamphlet

Guy Konopnicki, démissionnaire du PCF après avoir exercé des responsabilités à la tête de l'UEC, vient de publier un livre intitulé : « Vive le centenaire du PCF » où il évoque le PCF en l'an 2 020, toujours dans l'opposition, défendant plus que jamais les traditions nationales et se félicitant du transfert, quelques années plus

tôt, des cendres de Pétain à Douaumont.

## ● Ouverture

C'est lundi que Mauroy, en tant que Président du conseil général du Nord-Pas-de-Calais, sera reçu par Giscard pour discuter du problème de l'emploi dans la région. Mauroy compte demander qu'un emprunt soit consenti à la région pour développer l'emploi.

# LA DIRECTION DE L'UEC PART EN GUERRE CONTRE LES OPPOSITIONNELS

## Un document interne révèle la crise qui traverse l'organisation étudiante du PCF

● Les contradictions au sein du PCF vont bon train. Dans un certain nombre d'endroits, elles ont même tendance à se développer, à l'approche du 23<sup>e</sup> congrès qui doit se tenir en mai prochain. C'est pour donner une vision concrète de ces contradictions que nous publions ci-dessous de larges extraits d'un communiqué du Bureau de secteur Paris-Nord de l'UEC, communiqué paru dans un document interne de l'organisation étudiante du PCF. Deux brefs commentaires s'imposent : le PCF, l'UEC, ne « pratiquent plus l'exclusion » selon les mots de Marchais. Il est des pratiques qui revien-

nent au même, comme par exemple de faire savoir dans toute l'organisation que les oppositionnels sont des « fractionnistes ». On est loin des propos apaisants de Marchais devant les intellectuels du PCF réunis à Vitry. Il faut d'autre part remarquer que la vive réaction de la direction de l'UEC prouve s'il en était besoin que les oppositionnels ne sont pas si isolés que cela. Quand on en est réduit à faire circuler des mises en garde plutôt que des arguments politiques, c'est que, décidément, les choses ne vont pas bien.

« Il arrive que certains camarades expriment des désaccords, c'est normal, c'est le droit le plus absolu de tous les adhérents. Ces questions se règlent dans le débat démocratique et dans la pratique, ensemble, qui permet en définitive de déterminer la justesse de nos positions.

Cependant, nous sommes, aujourd'hui, en présence d'autre chose à l'UEC Paris-Nord. Une poignée d'adhérents de l'UEC est arrivée à un tel point de désaccord, qu'ils éprouvent, à tout moment, le besoin de prendre le contrepied de la politique des communistes, sur chaque question, et à faire en quelque sorte de l'opposition systématique.

Cela les a conduits à soutenir et même à être parmi les principaux animateurs de la campagne

anticommuniste à Paris-Nord.

A l'occasion de la campagne de la bourgeoisie sur le soi-disant antisémitisme des communistes, ils ont cru bon y associer leurs voix. Il y a quelques jours, ils allaient jusqu'à utiliser le mensonge et la calomnie en affirmant que Charles Tillon avait été exclu du PCF en 1970. Cela les amène même à reprendre sans aucun esprit critique les ragots de journaux comme Minute contre les communistes (Georges Marchais et les STO, la « lutte » de C. Tillon contre J. Duclos pendant la dernière guerre...), allant même jusqu'à dire que si les communistes étaient au pouvoir, ils seraient, eux, dans un goulag !

Sans compter que lors de la manifestation du conseil d'université contre

la démolition de l'IUT de Saint-Denis, le 17 novembre, ils étaient avec les provocateurs pour monter des barricades, alors que la manifestation était calme et déterminée.

Hier, un de ces adhérents a été jusqu'au bout de cette logique en agissant physiquement un camarade du secteur au moyen d'un coupe-papier le menaçant de le « planter ».

Pour mieux mener bataille contre la politique des communistes et éviter le débat, ils se sont organisés en dehors de l'UEC. Ils en sont en effet venus à se retirer des cercles de l'UEC dont ils étaient membres pour se rassembler sur la base de leurs désaccords, en s'arrogeant le titre de cercle Histoire-Lettres. Evidemment, ceci est contraire à tous les

principes démocratiques. Ni les adhérents de lettres, ni ceux d'histoire n'ont bien sûr été consultés. Cela s'appelle, ni plus ni moins, la tentative de faire une fraction organisée dans l'UEC. C'est la preuve de leur isolement.

Le Bureau de secteur, regrette et condamne une telle attitude qui ne contribue en rien à renforcer l'influence des communistes dans notre université, et même qui vise au contraire. Il informe donc tous les adhérents de l'UEC, et au-delà tous les étudiants, que tout texte ou toute prise de position émanant de ce soi-disant cercle Histoire-Lettres est en fait une usurpation de sigle.

Le Bureau de secteur  
Le 5 décembre 1978,  
à Villeteuse.

## Histoire d'une manipulation du PCF

# SIGNEZ, NOUS FERONS LE RESTE

L'autre soir, on sonne :

— Bonsoir, Madame, nous faisons un sondage pour connaître le point de vue des gens sur l'élargissement du Marché commun.

— Mais qui êtes-vous ?

— Moi, je suis retraité SNCF mais... si vous êtes contre, signez là !

Il me tend la fameuse carte.

— Mais qui fait ce sondage, dans quel but ?

— Nous voulons que tous les gens qui sont « contre » puissent le dire et faire pression sur le gouvernement.

Nous faisons signer cette carte à tous ceux qui le veulent.

Et de se lancer dans un baratin bien connu...

— Mais en quoi signer ce papier fera-t-il reculer le gouvernement ?

Silence un peu embarrassé...

Puis :

— Mais vous savez, on commence comme ça et... Mais moi, en 1952, j'ai fait un mois de grève, en plein mois d'août, c'était dur !... Un mois, vous entendez, ils voulaient que les cheminots passent au régime général de sécurité sociale, avec retraite à 60 ans au lieu de 55 et perte d'autres avantages dus à notre régime. Et bien, on a gagné, ils ont reculé. Vous voyez, on sait lutter quand il faut, nous.

— ...

— Mais vous savez, on est nombreux à être contre l'élargissement. Bien sûr, le PCF est le seul parti à défendre...

(Ça y est, il l'a craché, au bout de cinq bonnes minutes, et quelques insinuations de ma part sur l'éventuelle manipulation de ma non moins éventuelle signature).

— Je suis au PC, mais, vous voyez, ce n'est pas pour vous faire adhérer !

— Merci, je sais lire.

— Mais si vous êtes « contre », signez...

... D'ailleurs, vous avez vu, même les gaullistes ne sont pas d'accord !

— Comment ??

Ce militant convaincu m'explique que c'est une bonne chose.

— D'ailleurs, pendant la guerre, qui c'est qui était dans le maquis, pan, pan (sic), hein ? Et bien, les gaullistes et les communistes !

... et les socialistes, eux, planqués ! Moi, madame, j'ai eu des copains fusillés...

(Je le coupe)

— Alors, Chirac, c'est un patriote, un ami du peuple ?

— Mais non ! On n'a pas dit ça, d'ailleurs on ne se fait pas d'illusions sur lui, allez... Vous croyez qu'on est copains avec Debré, vous ??

— Mais vous ne trouvez pas un

peu scandaleux, de faire croire, par les déclarations de Marchais et autres, que Chirac se préoccupe des intérêts du peuple et qu'il est prêt à les défendre ?

— Mais on n'a pas dit ça... D'ailleurs, les gaullistes ne sont pas contre l'élargissement mais quand même... Vous savez, moi, il m'est arrivé à la SNCF d'avoir des ingénieurs et même le directeur qui nous soutenaient...

... Mais si vous travaillez...

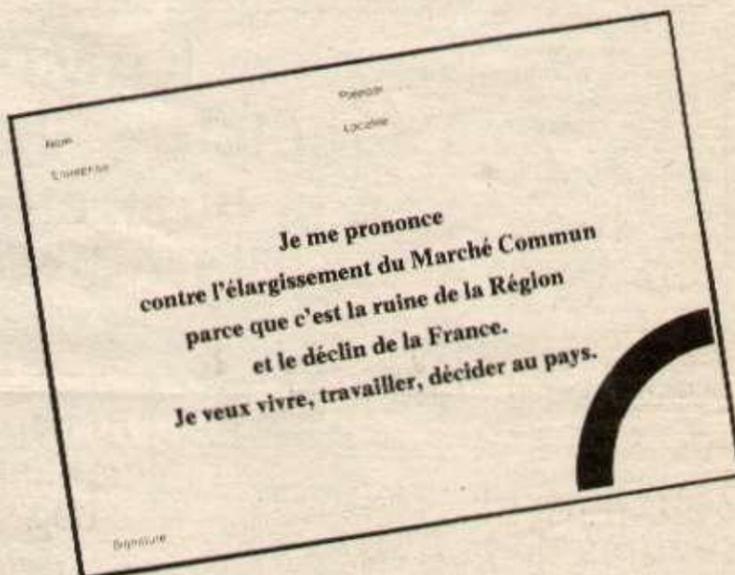
— Oui, à l'hôpital.

— Et bien, au Parti, il y a des médecins. Tenez, untel, il est secrétaire de cellule et untel (chef d'une clinique bien connue pour sa médecine au rabais, chère, ses conditions de travail déplorables, et les salaires les plus bas de la ville), il nous a donné du pognon pour la campagne ! Alors, vous êtes contre ou pour l'élargissement ?

— Je pense que l'Europe à 9 ou à 12, ce n'est pas une solution pour résoudre la crise du capitalisme français.

— Vous voulez la révolution ? Mais il ne faut pas rêver... Regardez, en Iran, les gens, avec les Ayatollahs : ils ont beau défilé, le Chah, il s'en fout ! C'est pas ça qui lui fait peur. Il y a le Front national, notez, et puis, on souhaite que les camarades réussissent...

— Je vois, ce qui vous intéresse, c'est que vos partis prennent le



pouvoir. Les masses populaires, vous vous en foutez ; les millions d'Iraniens qui sont dans la rue, c'est pourtant pas le Front national qui les y a amenés. Quant à dire que le Chah s'en fout, ça c'est votre avis ! (Je voulais couper court à la discussion. Je conclus tout de même :)

— Votre position sur l'Europe, je n'y adhère pas, et je ne signe pas votre papier car je ne suis pas d'accord, avec ce que vous mettez derrière les mots et sur-

tout avec l'utilisation que vous allez en faire.

— Vous ne voulez pas signer ?

— Non, merci !

— Bon, ben, au revoir. Heu... vous n'êtes pas autour du PSU, par hasard ?...

— Non !

— Parce que, vous savez, Rocard...

— Je sais.

— Alors, bonsoir...

Dominique  
NARBONNE

## CE QUI VA CHANGER DANS L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE

● Le Sénat examinait, mercredi 3 janvier, le projet de loi gouvernemental sur la réforme de l'indemnisation du chômage, déjà adoptée le 21 décembre par l'Assemblée nationale. Ce projet prévoit une réforme profonde du système d'indemnisation des chômeurs, ainsi que du financement du système.

Il s'agit d'une loi-cadre, c'est-à-dire qu'elle fixe des orientations sans indiquer toutes les modalités chiffrées. Les mesures plus précises devront être négociées entre le patronat et les syndicats ; au cas où un accord ne pourrait intervenir entre les partenaires sociaux, le gouvernement prendrait des décrets pour assurer, dans ses débuts, la mise en place du système.

Au chapitre des prestations, il s'agit d'une simplification du système qui réduirait l'éventail complexe des allocations à quatre cas :

- une allocation de base, calculée proportionnellement au salaire antérieur ;
- une garantie de ressources pour les travailleurs sans emploi, de plus de 60 ans ;
- une allocation forfaitaire pour les jeunes à la re-

cherche d'un premier emploi ;

- l'allocation supplémentaire d'attente (les actuels 90 %) pour les travailleurs licenciés pour raisons économiques. Cette indemnité deviendra dégressive, officiellement pour inciter les chômeurs à rechercher un emploi.

Conformément à son caractère de loi-cadre, ce projet ne précise rien quant aux taux de nouvelles allocations, ni quant à la durée de l'allocation pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Ce qui reste sûr, c'est que le système actuel des 90 % deviendra dégressif par trimestre, sans que soit déterminé le taux de dégressivité.

Une modification importante est apportée au système de financement. Jusqu'à présent, le financement des indemnités était

assuré par l'État pour ce qui est de l'aide publique, et par les cotisations patronales et salariales pour les prestations versées par l'UNEDIC. Désormais, l'ensemble étant unifié, sera financé conjointement par une contribution des cotisations des employeurs et des salariés, ainsi que par une subvention, «forfaitaire et globale» de l'État. L'aspect le plus remarquable est que, dans le cas où les dépenses sont supérieures aux recettes envisagées, le complément serait assuré pour un tiers par un accroissement de la subvention de l'État et pour deux tiers par un accroissement des cotisations patronales et salariales.

En raison de l'augmentation constante du nombre de chômeurs, l'hypothèse d'un déficit du système est fort probable : c'est d'ailleurs la situation actuelle de l'UNEDIC. Dans ce cas, il s'agit pour l'État de se décharger d'une partie du financement du système en ne supportant qu'un tiers des dépenses supplémentaires.

## Une révélation du *Canard enchaîné*

### L'IFOP AVAIT TRUQUÉ UN SONDAGE

● Peut-on avoir confiance dans les sondages ? Vieille question qui prend un éclairage particulier avec les révélations que vient de faire *Le Canard enchaîné* dans son dernier numéro. L'hebdomadaire accuse purement et simplement le directeur de l'IFOP d'avoir truqué un sondage dont les résultats ne le satisfaisaient pas. Jean-Marc Lech, le directeur de l'IFOP, n'a toujours pas démenti...

Au mois d'octobre 1977, le secrétaire d'État aux travailleurs immigrés commande un sondage sur le racisme à l'IFOP. Les résultats sont publiés par feu *Le Quotidien de Paris*, le 11 octobre. A la question de savoir s'il faut ou non diminuer la main d'œuvre étrangère en France, 57 % des personnes interrogées répondent favorablement. C'est du moins ce qui est publié. Mais *Le Canard enchaîné* révèle qu'en fait ce sont 77 % des personnes interrogées qui étaient favorables à la diminution

du nombre de travailleurs immigrés. Le directeur de l'IFOP en question avait truqué les chiffres : «Parce que le sondage était pourri et qu'il s'était déroulé dans de mauvaises conditions à cause d'un conflit avec les enquêteurs» explique le directeur de l'IFOP au *Canard enchaîné*. Peut-être aussi parce que le «client», en l'occurrence le secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, Stoléru, ne souhaitait pas un sondage donnant une vision trop négative de la situation. Peu importe au fond les moti-

vations du trucage. Il reste qu'un sondage a été truqué, ce qui laisse supposer que d'autres peuvent l'être, ou le seront, ou l'ont déjà été. Déjà sujets à caution de par la nature des questions posées, de par leur formulation, de par l'échantillon de personnes interrogées, les sondages se voient encore un peu plus relativisés. Et il faut une singulière mauvaise foi pour chercher une quelconque signification aux résultats du sondage en question, comme le font certains journaux.

### Saint-Etienne réunion-débat

Le 6 janvier 1979 de 15 h à 19 h  
Amicale laïque, A. Chapelon  
9 rue Benoît Malon  
(quartier Jacquard)

A L'APPEL DE LA CELLULE «GERMINAL»  
(SAINT-ETIENNE)  
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste

## LUTTES OUVRIÈRES

### La Redoute (Lyon) : un succès à défendre

Les employés de La Redoute ont retrouvé leurs caisses et leurs rayons, après deux semaines de grève, où ni leur combativité ni la solidarité autour d'elles n'ont fait défaut.

Elles ont donc remporté avec succès leur première grève, tout en faisant face à l'intimidation et aux provocations patronales (envoi des flics, huissiers, jugement au tribunal, etc.).

Beaucoup de leçons à tirer, «pour la prochaine fois», disait une employée.

Qu'ont-elles gagné ? Le paiement de la moitié des jours de grève et la prime de progrès pour 1978 passe de 1 200 F à 2 000 F. Ce qui fait l'équivalent du 13<sup>e</sup> mois qu'elles récla-

maient depuis deux semaines ; mais il leur faudra de nouveau imposer cet acquis pour 1979.

Si le patron a reculé, c'est aussi, outre la détermination des grévistes, à cause des impératifs de vente : faire une «bonne» journée samedi 30 décembre, dernier grand jour d'achat pour les fêtes, et préparer son magasin pour les soldes de janvier. Soldes qui vont certainement occasionner beaucoup de boulot pour les employées. Mais ces quinze jours de lutte leur auront appris à affronter dans l'unité les mille et une «représailles» que le directeur ne va pas manquer d'exercer.

Corr. LYON

### Férodo (Condé-sur-Noireau) : Non au travail le samedi !

Le travail a repris, mercredi après-midi, aux usines Férodo en Normandie, mais l'action n'est pas terminée. Le mouvement de grève était parti de l'usine «la petite Suisse», après le licenciement d'un OS dont le contrat à durée limitée était arrivé à expiration.

Rapidement, d'autres unités avaient rejoint les grévistes, l'usine du «Plafond» et «La Martinique».

En même temps, les revendications s'étaient élargies au problème des horaires, puisque les usines tournent aussi le samedi.

Après plusieurs jours de

grève et plusieurs entrevues avec la direction, les ouvriers obtenaient la garantie que leur camarade licencié serait repris dans une autre usine du groupe. La bataille contre ces contrats n'est pas terminée : d'autres ouvriers se retrouveront à expiration de leur temps d'ici quelques semaines. Cependant, après ce coup de semonce, il n'est pas sûr que la direction prenne le risque de les licencier. Enfin, pour continuer la lutte contre les heures supplémentaires, il était question de boycotter le travail du samedi, dès cette semaine.

### ● Nantes : usines en grève

La CEMO

Petite usine de montures de lunettes, une cinquantaine de salariés. Pour ce jour là, 32 travailleurs avaient décidé de faire grève. Le patron consulté a alors donné la consigne de fermer l'entreprise. Ceux qui voudront pourront récupérer les heures. L'affichette était collée sur la porte de l'usine.

La PPB

Ciments Lafarge : matériaux de construction. Mardi matin, il n'y avait que 5 voitures devant l'usine (contre 20 habituellement). Mais personne n'a été vu au travail de toute la journée.

Les Coteaux - Port autonome

La CGT des Coteaux a organisé un vote auprès des syndiqués une dizaine de jours avant la ville morte. Pour ou contre une journée de grève le 19 ? Le «non» l'a emporté nettement. Il est à souligner qu'un quart des travailleurs des Coteaux n'habitent pas Le Pellerin. Toujours est-il que le jour de la ville morte, ils ont été 42 à faire grève : donc moins du tiers des gars à travailler.

D'après APL Ouest

### ● Métallurgie : progrès de la CFDT aux élections

Le dernier numéro de *Syndicalisme Hebdo* indique un certain nombre de progrès réalisés par la CFDT lors d'élections de délégués du personnel ou au CE, dans la Métallurgie, au cours de l'année 1978.

C'est le cas à Renault (Billancourt, Rueil et Sandouville), à Berliet Vénissieux, à Creusot-Loire, aux Acieries de Neuves-Maisons, aux Chantiers de France-Dunkerque, à LMT (région parisienne)... «Selon les entreprises, la CFDT progresse de 1,5 à 10 %»...

Mais l'hebdomadaire cégétiste constate dans le même temps que cette progression ne correspond pas toujours à une augmentation du nombre d'adhérents, et que dans certaines entreprises, le recul de la CGT se fait plutôt au profit de FO (par exemple à Renault-Billancourt), ce qui est loin d'être positif.

### Renault : véhicules industriels : 3 000 emplois supprimés dans la région parisienne

Dans un communiqué, les sections syndicales CFDT de Renault Véhicules Industriels (région parisienne : Suresnes et Villiers-Saint-Frédéric) s'inquiètent des décisions prises par la direction et annoncées au dernier Comité central d'entreprise, le 21 décembre : il s'agit d'un «plan de sauvetage de l'emploi» (1) «visant, dans un premier temps, par des appels au volontariat au chômage, à supprimer 950 emplois ouvriers et à diminuer dans de fortes proportions (3 000 à 4 000 sur l'ensemble de l'entreprise), les emplois de cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise.» Pour cette deuxième catégorie de personnel, ce sont surtout les unités de la région parisienne qui sont visées.



# L'AGRESSION VIETNAMIENNE

## Traité Moscou - Hanoï

● Un pacte d'agression ● Un alignement vietnamien sur l'URSS

Le traité signé à Moscou, le 3 novembre dernier, entre l'URSS et le Vietnam, a marqué une étape particulièrement préoccupante dans l'alignement croissant du Vietnam sur la politique de l'Union Soviétique. Ce traité dit «d'amitié et de coopération» faisait figure de précurseur puisqu'il a été le premier d'une série passée entre l'URSS et les pays du Tiers Monde, d'autres traités du même type ayant été signés depuis, avec l'Éthiopie et l'Afghanistan.

L'URSS, décidée à se servir du Vietnam pour le contrôle de l'Asie du Sud-Est, l'encerclement de la Chine, et la division du Tiers Monde et du mouvement des non-alignés, dont fait partie le Vietnam. C'est le sens de l'article 6 du traité : «Les deux parties contractantes se consultent sur tous les importants problèmes internationaux ayant rapport aux intérêts des deux pays. Au cas où l'une des deux parties est attaquée ou menacée d'être attaquée, les deux parties contractantes se consultent immédiatement pour éliminer cette menace et prendront des mesures appropriées et efficaces en vue d'assurer la paix et la sécurité des deux pays.»

### LES ARTICLES 2 ET 3

Le traité prévoit aussi un assujettissement accru du Vietnam à l'URSS sur les plans économique et social. Déjà, en entrant dans le COMECON, en juin 78, les dirigeants vietnamiens acceptaient de soutenir la «division internationale du travail pour laquelle le Kremlin se livre au pillage des pays membres, en Europe de l'Est et à Cuba. Développant cette orientation, le traité prévoit notamment (article 2) : «Elles (les deux parties contractantes) continueront à établir une coordination à long terme des plans d'économie nationale, se mettront d'accord sur des mesures à long terme destinées à développer les

secteurs les plus importants de l'économie, des sciences et techniques (...). Le traité prévoit aussi (article 3) : «Les deux parties contractantes impulseront la coopération entre les organismes d'État et les organisations de masse, développeront des relations élargies dans les domaines des sciences, de la culture, de l'éducation, des lettres et des arts, de la presse, de la radio-diffusion et télévision, de la santé, de la protection de l'environnement, du tourisme, de l'éducation physique et des sports, ainsi que dans divers autres domaines. (...).»

### L'ÉLOGE DU RÔLE DE CUBA

L'alignement du Vietnam sur l'URSS qui se manifeste dans de multiples domaines de la vie internationale, comme l'a reflété par exemple la réaffirmation du soutien à Hanoï à l'occupation soviétique de la Tchecoslovaquie, à l'occasion du dixième anniversaire de cette occupation, est encore souligné par l'éloge fait de Cuba et de son rôle actuel dans le monde.

Alors que les dirigeants cubains n'ont cessé depuis 75, de transformer leur pays en réservoir d'hommes pour le compte de la politique impérialiste de l'URSS, de l'Angola à la Corne de l'Afrique, où la garnison cubaine occupe la capitale de l'Érythrée, Asmara, le ministre vietna-

mien des Affaires étrangères Nguyen Duy Trinh déclarait, en octobre dernier, devant la 33<sup>e</sup> session de l'assemblée générale de l'ONU : «L'aide dévouée de Cuba aux peuples de

nombreux pays en lutte pour leur propre libération, pour la défense de leur indépendance et de leur souveraineté pour l'édification nationale, est une noble action (...). Aucune

calomnie et aucune falsification de l'impérialisme et de la réaction internationale ne sauraient tenir ces actions resplendissant de juste cause» (!)

## Préparatifs d'agression vietnamienne depuis la signature du traité vietnamo-soviétique

### ● DEBUT NOVEMBRE :

Alors que vient d'être signé le «traité d'amitié et de coopération» entre Hanoï et Moscou, Le Duan, secrétaire général du PC vietnamien effectue une tournée d'inspection dans la 9<sup>e</sup> région militaire bordant la frontière avec le Kampuchea et demande aux cadres militaires locaux de tout faire pour qu'ils mènent à bien l'édification des forces armées pour assurer la profonde compréhension des cadres et des combattants quant à la nouvelle situation et les nouvelles tâches et pour assurer la disponibilité constante des troupes au combat.

● La radio du Kampuchea démocratique dénonce l'utilisation par les vietnamiens de bombes à gaz toxiques, les 28 et 29 octobre, et les 1<sup>er</sup> et 2

novembre dans la province cambodgienne de Ratana-kiri.

● En même temps qu'à Cuba, l'URSS livre des Mig 23 aux Vietnamiens, ceux-ci sont aperçus par des journalistes dans un aéroport à 10 km. au Nord de Hanoï, le fait est reconnu ensuite par les Vietnamiens.

● DES LA MI-NOVEMBRE, avant la création, par le Vietnam, du soi-disant «Front de salut national», la radio du Kampuchea dénonce le fait que le Vietnam annonce des «insurrections dans 16 provinces du Kampuchea» pour couvrir son agression. Dans le même temps, Hanoï annonce la création de «zones libérées» dans les provinces kampuchéennes voisines, celles de Ratanakiri et de Kompong Cham. Ces «informations» sont reprises par Tass.

● LE 18 NOVEMBRE des bombardements ont lieu contre la région de Kratié, une coopérative agricole est pratiquement détruite.

● 21 NOVEMBRE : des réfugiés philippins du Vietnam, arrivés aux Philippines, font état de l'enrôlement forcé de jeunes au-dessus de 16 ans et expliquent les départs du Vietnam, dans une large mesure, pour cette raison.

● 24 NOVEMBRE : dans une lettre aux chefs d'État et de gouvernement des pays amis, Khieu Samphan, Président du présidium de l'État du Kampuchea démocratique dénonce l'intensification, depuis la signature du traité vietnamo-soviétique, des actes d'agression et d'annexion vietnamiens contre le Kampuchea. Il déclare notamment : «Au cours de la saison sèche qui commence, avec ce mois de novembre, le Vietnam s'aventurera à lancer encore une fois des attaques d'agression et d'invasion de grande envergure contre le Kampuchea démocratique. Plusieurs divisions de l'armée vietnamienne sont déjà prêtes. Il dénonce les appels à renverser le gouvernement kampuchéen.

● 18 DÉCEMBRE, le ministre des Affaires étrangères du Vietnam déclare à Bangkok : «Le Vietnam est à même de prendre Phnom Penh en 24 heures». Cette déclaration est immédiatement dénoncée par le Kampuchea.

en difficulté.

● DEBUT DÉCEMBRE : la création du FUSNK («Front uni de salut national du Kampuchea») est annoncée par la radio vietnamienne. La nouvelle est immédiatement reprise par Tass.

La première dépêche du «Front» est décalquée sur la dépêche précédente du bulletin de la radio vietnamienne.

Après Tass, Nhan Dan, organe du parti communiste vietnamien s'est déclaré «enchante» devant la formation du Front en indiquant que c'était «un grand espoir». Il a déclaré aussi des calamités naturelles, dont de très grosses inondations, qu'a subies, dans la période récente, le Vietnam, ces faits sont autant d'arguments utilisés de façon odieuse par les dirigeants du PCF comme prétexte, pour justifier la politique présente des dirigeants vietnamiens.

Le fait qu'aujourd'hui des personnalités de droite ou d'extrême droite se découvrent des vertus de «bienfaiteurs» du peuple vietnamien, après avoir encensé hier l'impérialisme américain, et acco-

# CONTRE LE KAMPUCHEA

## KAMPUCHEA : LA RADIO DE PHNOM-PENH APPELLE A LA GUERRE POPULAIRE

### Suite de la une

Les dirigeants du PCF n'ont d'autre ressource que de tenter d'accréditer, comme nombre d'autres commentateurs de la presse bourgeoise, la fable de l'existence de soulèvements organisés par un soi-disant «Front de salut national du Kampuchea» alors que les divisions de l'armée régulière vietnamienne ont pénétré à plus de 80 kilomètres à l'intérieur du territoire du Kampuchea. Ils procèdent ainsi tout en essayant de continuer à semer la confusion sur la politique actuelle des dirigeants vietnamiens, comme ils n'ont cessé de le faire depuis de longs mois, et ces dernières semaines encore, en lançant une prétendue «campagne de solidarité avec le Vietnam».

### DES PRÉTEXTES FALLACIEUX

La réalité des ravages causés au Vietnam par de longues années d'une guerre d'agression extrêmement barbare menée par les États-Unis, la réalité à laquelle s'est trouvé confronté le peuple vietnamien après la libération de 1975, libération qu'il a arraché à l'impérialisme au prix de tant de sacrifices, la réalité des ruines à relever, la réalité aussi des calamités naturelles, dont de très grosses inondations, qu'a subies, dans la période récente, le Vietnam, ces faits sont autant d'arguments utilisés de façon odieuse par les dirigeants du PCF comme prétexte, pour justifier la politique présente des dirigeants vietnamiens.

Le fait qu'aujourd'hui des personnalités de droite ou d'extrême droite se découvrent des vertus de «bienfaiteurs» du peuple vietnamien, après avoir encensé hier l'impérialisme américain, et acco-

lent ainsi leur signature à des initiatives genre «bateau pour le Vietnam», à côté de personnalités d'autres horizons politiques très différents, est également utilisé par le PCF pour tenter d'assimiler toute condamnation de la politique actuelle des dirigeants du Vietnam à une opposition aux intérêts du Vietnam et de son peuple. Mais la vérité est exactement inverse.

Pour tous ceux qui ont soutenu hier la lutte du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois aux avant-postes du combat anti-impérialiste, pour tous ceux qui, dans les manifestations de soutien, proclamaient leur confiance dans la victoire du FNL sud-vietnamien, alors même que les dirigeants du PCF ne voulaient tolérer que des mots d'ordre pacifistes, pour tous ceux qui veulent défendre aujourd'hui les intérêts fondamentaux du Vietnam et de son peuple, une chose est sûre : rester fidèle à cette position signifie condamner fermement la politique de guerre, d'agression, dans laquelle s'est engagé le gouvernement vietnamien.

### DANGEREUX ENGRENAGE

En se lançant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 79 dans une offensive sans précédent contre le Kampuchea, le Vietnam s'enfoncé plus avant dans un dangereux engrenage qui le conduit à jouer de plus en plus le rôle d'un Cuba du Sud-est asiatique, d'un instrument de la politique agressive que le social-impérialisme soviétique déploie à l'échelle mondiale, dans sa rivalité avec les États-Unis.

Depuis l'offensive lancée dès la fin de l'année 77 contre le Kampuchea, les dirigeants vietnamiens n'ont cessé de manifester leurs propres visées hégémoniques régionales. Entendant

imposer un projet déjà ancien de «fédération indochinoise» sur laquelle ils auraient la haute main, les dirigeants vietnamiens à la tête d'un pays de 50 millions d'habitants, et forts d'une armée devenue à la faveur de la guerre contre l'impérialisme US, une très grande puissance militaire, ont nourri le projet d'une véritable assimilation du Laos, pays de trois millions d'habitants (dont l'administration est de plus en plus étroitement contrôlée par le Vietnam) et le Cambodge, pays d'environ huit millions d'habitants.

En entreprenant, avec la bénédiction du Kremlin, l'expulsion massive, par dizaines de milliers, des Vietnamiens d'origine chinoise, qui furent nombreux à être partie prenante de la guerre de résistance anti-américaine, y compris en tant qu'officier de l'armée populaire du Vietnam, au Nord, les dirigeants vietnamiens ont manifesté leur agressivité envers la République populaire de Chine, jugée comme un obstacle à leurs visées expansionnistes en Asie du Sud-Est.

Les dirigeants vietnamiens ont développé aussi, avec les mêmes buts, leur offensive diplomatique vis-à-vis des divers pays d'Asie du Sud-est, essayant de faire bonne figure auprès des gouvernements de Thaïlande, Birmanie, en n'hésitant pas, par la bouche de Pham Van Dong, à proclamer publiquement leur refus d'apporter désormais le moindre soutien aux authentiques mouvements populaires armés qui mènent la lutte dans ces pays. Mais, cette offensive «de charmes» s'est heurtée aux inquiétudes croissantes face aux visées vietnamiennes avec dans l'ombre, ou même pas, les manœuvres soviétiques.

Inquiétudes d'autant plus vives que les dirigeants vietnamiens ont démontré ouvertement qu'ils n'hésitaient pas à recourir à la subversion pour tenter de renverser le régime d'un pays souverain, tel que le Kampuchea. Ainsi en va-t-il des appels incessants de la radio de Hanoï à renverser «une poignée de dirigeants» khmers, et l'annonce par la même radio, début décembre, de la formation d'un prétendu «Front uni de salut national» visant à renverser le gouvernement du Kampuchea démocratique, initiative destinée à «couvrir», comme les événements de ces derniers jours le démontrent de façon éclatante, les préparatifs de l'agression vietnamienne.

C'est tout en développant leurs propres visées expansionnistes, que les dirigeants vietnamiens ont resserré leurs liens avec l'Union Soviétique. Confrontés à d'énormes difficultés léguées par des dizaines d'années de guerre et d'occupation impérialistes, non seulement des destructions mais, aussi un bouleversement de la société vietnamienne, et de ses mœurs, dans des villes comme Saïgon, par exemple, une profonde inégalité de développement entre le Nord et le Sud, etc. Confrontés aussi aux calamités naturelles, les dirigeants vietnamiens se sont tournés de plus en plus nettement vers l'URSS et ses offres d'aide. C'est le sens de l'adhésion au COMECON en juin dernier, une adhésion qui, en prévoyant une «coordination des politiques économiques» entre l'URSS et le Vietnam, risque de mener le Vietnam à un assujettissement économique comme celui dont souffrent la plupart des pays Est-Européens, dans le cadre d'une «division du travail» imposée au bénéfice de la bourgeoisie soviétique.

Profitant des difficultés économiques du Vietnam, et décidés à exploiter pour leur propre compte les visées expansionnistes propres des dirigeants vietnamiens, les Soviétiques ont offert aussi «généreusement» leur «aide» en matière militaire. Prolongeant les fournitures d'armes qu'ils avaient effectuées, non sans pressions de toutes sortes sur le Vietnam, durant la lutte de libération, les dirigeants du Kremlin ont fourni au cours de l'année 78, toujours plus d'armes, des milliers de conseillers soviétiques, et engagé un processus d'intégration du Vietnam dans le dispositif militaire du social-impérialisme soviétique, y compris en prévoyant la transformation, sur le sol vietnamien, des anciennes bases américaines telles que Cam-Ranh en bases soviétiques. C'est le sens de la signature du traité URSS-Vietnam du 3 novembre.

L'offensive lancée par l'armée vietnamienne dès les premières heures de cette année, avait fait l'objet d'imposants préparatifs, dont un pont aérien de l'URSS, rappelant celui établi avec l'Éthiopie fin 77, pour la guerre contre la Somalie et l'Érythrée.

S'appuyant sur l'aide militaire soviétique, les dirigeants vietnamiens se lancent à fond perdu dans la guerre. De ce fait, ils créent une situation où ils feront appel plus encore à l'aide de l'URSS que celle-ci s'empressera d'offrir. C'est cet engrenage qui mène à l'assujettissement du Vietnam à l'URSS, à sa politique.

Un tel processus, l'URSS entend l'utiliser pour développer ses préparatifs de guerre à l'échelle mondiale. La résistance du peuple du Kampuchea, la solidarité des autres peuples doivent faire obstacle à un tel processus.

Jean-Paul GAY

## Appel du gouvernement du Kampuchea démocratique

(EXTRAITS)

Le gouvernement du Kampuchea démocratique a publié un appel à l'opinion publique internationale. Cet appel a été lu à la radio du Kampuchea par le chef du gouvernement Khieu Samphan : «Le Vietnam applique depuis de longues années un plan de fédération indochinoise et une stratégie d'expansion et d'annexion du territoire kampuchéen. Cette stratégie n'a cessé de subir des défaites ignominieuses et cuisantes. Après une nouvelle mobilisation de leurs forces, le Vietnam et l'expansionnisme international soviétique ont déclenché des attaques contre les zones du Sud-Ouest, de l'Est et du Nord-Est du Kampuchea démocratique en octobre, novembre et décembre 1978. Cependant, ils ont subi de lourdes défaites parce que le peuple et l'armée révolutionnaire du Kampuchea les ont fermement combattus. Quelque dix mille soldats vietnamiens ont été tués ou blessés durant ces trois mois passés. (...) Le Vietnam, les expansionnistes internationaux soviétiques, ont mobilisé une fois de plus toutes leurs forces, infanterie, tanks, pièces d'artillerie et avions pour poursuivre leurs attaques contre le Kampuchea démocratique. Depuis le 25 décembre, leurs forces armées n'ont cessé de pénétrer dans la région de la rive Est du Mékong et la zone du Sud-Ouest, en particulier au mépris du droit international et de l'opinion publique du monde, ils ont concentré de nombreuses troupes pour lancer des attaques contre les régions de Ratanakiri et de Kratié et la route N° 7, pénétrant plus imprudemment et plus sauvagement en territoire kampuchéen.»

«Le gouvernement du Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen lancent un appel :

1. Que tous les amis du Kampuchea démocratique, proches ou éloignés, soutiennent dans tous les domaines et sous diverses formes, la juste lutte que mène le Kampuchea pour résister à l'agression du Vietnam et de l'expansionnisme international soviétique contre le Kampuchea démocratique ;

2. Que les pays et les peuples du Sud-Est asiatique, d'Asie et du reste du monde, les pays non alignés, les Nations-Unies et les autres organisations internationales, s'opposent sous diverses formes et par différents moyens aux activités d'agression du Vietnam et de l'expansionnisme international soviétique contre le Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen, et ne leur permettent en aucun cas de miner l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique (...).

«Le gouvernement du Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen sont parfaitement conscients que l'offensive d'envergure lancée par les agresseurs vietnamiens et les expansionnistes soviétiques créera des difficultés temporaires et rendra provisoirement la situation plus compliquée.»

Cependant, l'appel conclut : «La juste lutte que mène la nation et le peuple kampuchéen pour défendre leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale et pour sauvegarder le principe de non alignement et la stabilité dans le Sud-Est asiatique, en Asie et dans le reste du monde, remportera à coup sûr la victoire finale sur le Vietnam et l'expansionnisme international soviétique.»

temps, il menace très sérieusement aussi l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, la paix et la stabilité du Sud-Est asiatique, de l'Asie et du reste du monde.»

«Le gouvernement du Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen lancent un appel :

1. Que tous les amis du Kampuchea démocratique, proches ou éloignés, soutiennent dans tous les domaines et sous diverses formes, la juste lutte que mène le Kampuchea pour résister à l'agression du Vietnam et de l'expansionnisme international soviétique contre le Kampuchea démocratique ;

2. Que les pays et les peuples du Sud-Est asiatique, d'Asie et du reste du monde, les pays non alignés, les Nations-Unies et les autres organisations internationales, s'opposent sous diverses formes et par différents moyens aux activités d'agression du Vietnam et de l'expansionnisme international soviétique contre le Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen, et ne leur permettent en aucun cas de miner l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique (...).

«Le gouvernement du Kampuchea démocratique et le peuple kampuchéen sont parfaitement conscients que l'offensive d'envergure lancée par les agresseurs vietnamiens et les expansionnistes soviétiques créera des difficultés temporaires et rendra provisoirement la situation plus compliquée.»

Cependant, l'appel conclut : «La juste lutte que mène la nation et le peuple kampuchéen pour défendre leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale et pour sauvegarder le principe de non alignement et la stabilité dans le Sud-Est asiatique, en Asie et dans le reste du monde, remportera à coup sûr la victoire finale sur le Vietnam et l'expansionnisme international soviétique.»

## PCF ET LCR : SOUTIEN A L'AGRESSION VIETNAMIENNE ET SILENCES GÊNÉS

L'agression vietnamienne contre le Cambodge met de plus en plus nettement en lumière les visées réelles des dirigeants vietnamiens. Ces faits nouveaux — l'ampleur de l'agression vietnamienne — plongent dans l'embarras le PCF, au moment où il mène une opération «solidarité Vietnam», en mettant en avant la situation économique difficile du pays.

L'Humanité de mardi publiait deux articles sur le Vietnam : l'un annonçant que la souscription «Solidarité Vietnam» venait de récolter plus de 50 millions d'anciens francs, l'autre, une correspondance de Hanoï, à propos des difficultés du régime, et mêlant les inondations et la guerre, sous le même terme de «difficultés».

Écrit avant l'annonce de l'intervention vietnamienne, on y lit des affirmations qui prennent une singulière résonance, confrontées aux faits des derniers jours. Selon le correspondant de L'Humanité à Hanoï, «ce conflit est un drame pour le Vietnam. De nouveau, ce pays affaibli doit consacrer une part de ses efforts à assurer sa sécurité (...). Dans toutes les discussions que l'on peut avoir ici, c'est pour tant l'aspiration à la paix qui est marquante.»

Comme il est vraiment flagrant, au vu des événements, que l'offensive généralisée du Vietnam ne provient certes pas d'une volonté d'assurer sa sécurité, l'Humanité du lendemain rend compte de l'agression vietnamienne dans un article grand comme un timbre-poste, sous le titre : «Cambodge : combats dans l'Est du pays», où on peut lire : «Des combats ont eu lieu ces derniers jours dans les neuf provinces du Cambodge, où les forces du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchea (FUNSK) annoncent avoir libéré la ville de Kratié et mener d'autres opérations en direction de Prey Veng, Svay Rieng, Kandal, Takeo et Kampot, à l'Est, au Sud-est et au Sud-ouest de Phnom-Penh.

A Phnom-Penh, les autorités ont diffusé mardi par radio une déclaration

contre ce qu'elles appellent une «agression vietnamienne». Voilà, c'est tout. Le PCF ressort à la fois le rôle du Vietnam ! C'est donc d'un silence gêné qu'il s'agit.

### LA LCR A LA RESCOUSSE

La LCR, à sa manière, vient à la rescousse des révisionnistes. Rouge de mercredi, même s'il titre : «Offensive vietnamienne contre le Cambodge», comme la responsabilité des dirigeants de Hanoï, quand il parle de «l'avance des troupes cambodgiennes alliées aux Vietnamiens». Le journal trotskyste met la guerre au Cambodge sur le compte

d'une nouvelle phase de cette politique d'encerclement et de contre-encerclement à laquelle se livrent les bureaucrates de Moscou et de Pékin en Asie.» Ce qui semble renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé, mais qui n'est pas une position si neuve que cela quand on prétend croire à la réalité autonome du soi-disant FUNSK.

Il est vrai que la LCR n'a décidément rien compris et rien appris : dans le même numéro de Rouge, on peut lire des considérations sur Cuba, autre pion dans la stratégie de l'hégémonisme soviétique. Pour ce journal, «la IV<sup>e</sup> Internationale a jugé, à l'époque où elle s'est produite, que l'intervention cubaine dans le conflit angolais avait une

signification anti-impérialiste incontestable. Il n'y a aucune raison de rectifier une telle appréciation.» Il suffit effectivement d'être aveugle. De la même manière, sur l'Éthiopie, les trotskystes considèrent que «l'effort cubain, y compris sur le plan directement militaire, pour éviter que la révolution d'Éthiopie soit écrasée par les impérialistes et les tenants de l'ancien régime, a été aussi une manifestation courageuse d'internationalisme.» Ceci alors même que le peuple érythréen est confronté à une énorme offensive soviéto-éthiopienne et que des milliers d'occupants cubains sont toujours en garnison dans la capitale érythréenne, Asmara !

F.N.

GUADELOUPE : AU SOMMET DE «LA PISCINE»

## FACE A CARTER, DES VIOLONS EUROPEENS PLUS OU MOINS BIEN ACCORDÉS

Par Grégoire CARRAT

Qui est à l'initiative du «sommet de la piscine», ainsi que des éditorialistes américains nomment la rencontre Carter - Schmidt - Giscard - Callaghan, qui commence le 5 janvier à la Guadeloupe ? Giscard s'en attribue la paternité. Mais il semble bien que tout ait été décidé à l'occasion du voyage de Brzezinski, le conseiller de Carter, en octobre dernier, à Paris, Londres et Bonn. A Washington on reconnaît que Giscard a choisi le lieu, la date et proposé la formule du sommet : des discussions informelles avec la participation exclusive des quatre chefs d'Etat, sans communiqué de presse.

Si Giscard a défini les formes, le fond que sera-t-il ? Trois événements d'importance — la conclusion de l'accord SALT 2 USA - URSS, la conclusion de la négociation commerciale multilatérale, Europe-USA, l'entrée en vigueur du Système monétaire européen (SME) — dont il était prévu qu'ils auraient lieu avant la rencontre, ne se sont finalement pas produits. Un autre — la hausse des prix du pétrole supérieure et modulée différemment que celle qu'avait prévue l'OCDE pour 1979 — a eu comme pendant une brusque détérioration de la situation du dollar. Cette situation infléchira les discussions en donnant sans doute plus de poids aux préoccupations proprement économiques quand il avait été annoncé que le sommet serait avant tout politique, et plus précisément axé sur la

poursuite des négociations stratégiques soviéto-US, qui mettent directement en cause l'équilibre des forces militaires en Europe. Le Japon et le Canada en tireront argument pour leurs réserves déjà exprimées à l'égard d'une rencontre dont ils sont exclus, alors que les sommets économiques occidentaux voyaient le jour, avec leur participation, à Bonn, en juillet dernier, le prochain devant se tenir à Tokyo en juillet 1979, tandis que les réunions de l'OTAN sont censées par ailleurs, de prendre les décisions communes aux pays occidentaux.

Un fait essentiel : tous les points en discussion mettent directement en cause l'Europe occidentale, et plus particulièrement les pays de la CEE. Que l'Angleterre, l'Allemagne et la France se voient reconnues par les Etats Unis, la représentativité exclusive de l'Europe, voilà qui augure mal, aux yeux des autres pays européens, de la physionomie de la construction européenne.

Peut-être ne saura-t-on pas avant une longue période si les trois pays sont parvenus à une convergence de vues face aux Etats-Unis. En tout cas les positions connues à la veille du sommet sur les principaux dossiers qui seront discutés, sont assez disparates. Le gouvernement français fait cavalier seul dans son opposition à conclure le Gatt (négociations commerciales) aux conditions proposées par Washington ; sur les questions monétaires

la bonne entente franco-allemande qui avait permis la définition du SME s'est soudain figée, interdisant sa mise en vigueur au premier janvier, à propos du problème des montants compensatoires agricoles, tandis que le gouvernement anglais y était de toute façon opposé ; sur les questions militaires enfin si l'Allemagne formule nombre de réserves quant aux attitudes américaines, aucune entente ne s'est faite avec la France sur la proposition d'une négociation globale concernant les forces en Europe. Aussi bien, les Etats-Unis se trouvant-ils pour l'essentiel assurés de n'avoir pas affaire à un «défi européen».

Aucun ordre du jour n'étant fixé, toutes les questions pourront être abordées, outre des dossiers aussi brûlants que le Moyen Orient, la situation en Iran, l'attitude à observer à l'égard de la République populaire de Chine, la proposition formulée le 26 décembre par la CEE de rencontre entre les pays industrialisés et l'OPEP, ou l'impassé du dialogue nord-sud, encore illustré par l'absence de résultats de la rencontre de la Jamaïque du 29 décembre, à laquelle assistait Schmidt, et rassemblant des représentants des pays industrialisés (Canada, Norvège, Australie, Allemagne) et des pays en voie de développement (Nigéria, Venezuela, Jamaïque).

### La négociation SALT et l'Europe

L'état actuel et la poursuite des négociations SALT entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique constituent un des chapitres importants de la rencontre de la Guadeloupe. Tout d'abord, SALT 2 n'est pas encore conclu, mais les déclarations américaines et soviétiques concordent pour dire que les questions essentielles ont été résolues. Aussi Carter devra-t-il préciser la portée exacte des compromis passés en ce qui concerne le missile Cruise, faire savoir, par exemple, si en vertu de ces compromis les Etats-Unis doivent limiter le nombre de leurs missiles stationnés en Europe, dans quelle mesure, et si les limitations demandées par Moscou, pour ce qui concerne le transfert de ces missiles aux pays européens, ont été retenues. A coup sûr cela ne modifierait pas l'effort d'armement prévu par les USA, mais cela signifierait qu'en l'absence des intéressés les USA et l'URSS se sont accordés pour fixer des conditions à la politique de défense des pays européens, quand l'URSS déploie le missile SS 20, à tête multiples depuis 1977, missile exclu de la négociation SALT parce que non «stratégique» (ni capable d'atteindre le territoire des USA) mais par contre redoutable pour les pays européens.

Plus généralement, les discussions devraient porter sur l'ensemble des problèmes nucléaires en Europe dans la perspective de la négociation SALT 3. Celle-ci doit suivre la conclusion de l'accord SALT 2 et impliquer l'ensemble des forces nucléaires stationnées en Europe, c'est-à-dire les fusées américaines notamment concentrées en Allemagne, la force nucléaire britannique composée de 4 sous-marins équipés de fusées américaines Polaris et qui devraient être remplacées en 1980, la force nucléaire française enfin, 5 sous-marins, 18 missiles et 36 bombardiers. L'essentiel de la discussion doit porter sur le refus formulé par le gouvernement français de voir s'ins-

taurer une telle négociation tant que les USA et l'URSS n'auront pas eux-mêmes engagé une réduction significative de leur armement. En contre partie, Giscard a proposé à l'ONU lors de la conférence sur le désarmement la mise sur pied d'une négociation globale à l'échelle de l'Europe comprenant tous les systèmes d'armes, nucléaires ou conventionnels, et à laquelle participeraient tous les participants de la conférence d'Helsinki. Giscard voit par là la possibilité de maintenir dans le même temps son refus de participer aux deux négociations dominées par les USA et l'URSS : la conférence de Vienne sur la réduction mutuelle des forces en Centre-Europe et la négociation à venir SALT 2.

A la tribune de l'ONU en mai dernier, Callaghan n'avait pas retenu la proposition de Giscard. Il avait déclaré à propos de SALT 3 : «Le Royaume Uni est disposé à donner aux Etats non nucléaires, conjointement avec les autres puissances nucléaires des assurances fermes générales et permanentes». Il rappelait également les propositions de l'OTAN à la conférence de Vienne. De son côté, Schmidt, à la même tribune, défendait la participation de l'Allemagne à l'OTAN pour «atteindre le but de la sécurité par l'équilibre». Il soulignait qu'à ses yeux, le problème des missiles à moyenne portée était crucial («à cet égard les propositions du Président de la France seront examinées avec un grand intérêt»), mais sans faire mention de SALT 3.

Les Etats-Unis qui disposent de la suprématie en Europe dans le domaine nucléaire, grâce aux 7 000 têtes nucléaires qu'ils détiennent, sont donc confrontés à des approches différentes du problème de la défense européenne qui pour l'instant ne semble pas avoir reçu de formulation unique, alors que se profile la perspective d'une négociation directe USA-URSS sur le sujet.

### La négociation GATT

Il semble qu'il ne fut pas prévu, à l'origine, de discuter au sommet de la Guadeloupe, de la négociation commerciale multilatérale GATT, dite Tokyo Round. Mais Carter avait pesé de tout son poids en 1977, pour que cette négociation soit conclue avant la fin de l'année 78 ; il revient à la charge en 1978 et le sommet économique de Bonn décidait qu'elle devait être conclue à la mi-décembre 1978. Mais la France s'oppose aux compromis présentés et la négociation GATT n'est toujours pas conclue. Carter et Giscard auront à s'en expliquer.

Les refus français sont de deux ordres. D'abord, le refus de négocier sous

la contrainte : en octobre, le Congrès américain se séparait sans que soit renouvelée l'exemption de taxes sur les produits agricoles européens importés. La législation estime que ces produits devraient être taxés dans la mesure où elle les considère comme bénéficiant, dans les pays européens d'où ils partent, de subventions à l'exportation.

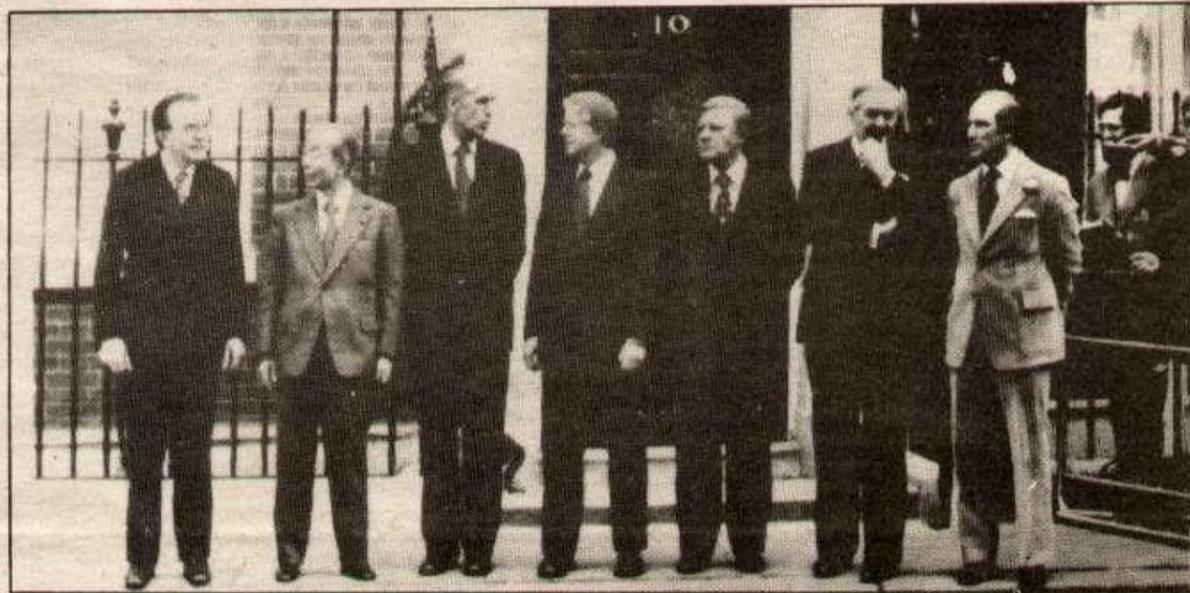
Autrement dit, l'attitude du Congrès américain venait à limiter les exportations européennes vers les Etats-Unis.

Les pays européens adoptèrent, dans un premier temps, une attitude commune avec la France, mais à la suite de vagues promesses du représentant

américain selon lesquelles le gouvernement américain s'engageait à renouveler l'exemption des taxes, seul le gouvernement français maintint sa position estimant qu'il n'y avait là aucun changement, l'administration US n'étant pas le Congrès qui s'affirme particulièrement exigeant dans la défense des privilèges américains en matière commerciale.

D'autre part, le gouvernement français estime insuffisants les engagements américains dans le schéma d'accord conclu entre les Etats-Unis et la Commission européenne : selon ce schéma, les tarifs douaniers prohibitifs des Etats-Unis à l'égard de certains produits sont peu atteints

et les mesures qu'il prévoit pour l'agriculture, notamment la proposition de réunir un conseil consultatif sur ces produits au sein du GATT, sont jugées néfastes pour la politique européenne agricole commune, sur laquelle pèserait alors trop le GATT, et par son intermédiaire, les exigences américaines. Sur ces questions le gouvernement français n'est pour l'instant suivi ni par la CEE, ni par aucun pays européen. Cependant, les moyens de pression américains paraissent réduits d'autant que rien d'indique que la Grande-Bretagne et l'Allemagne soient disposées à s'y soumettre en appuyant une initiative de Carter dans ce domaine.



Le sommet de Londres, en mai 77.

### Les questions monétaires

Le système monétaire européen n'est pas en place du fait du désaccord entre la France et l'Allemagne concernant la suppression des montants compensatoires sur les produits agricoles. Mais les raisons qui l'ont inspiré sont renforcées par la brusque chute du dollar, qui a fait suite à l'annonce des mesures prises par l'OPEP, en décembre. Cette chute paraît avoir largement remis en cause les effets stabilisateurs du plan Carter : au premier trimestre de 78

le dollar valait 2,07 marks, il en valait 1,87 le 6 novembre, au lendemain du plan Carter, il était à 1,82 au 1<sup>er</sup> janvier 78. Les variations de la valeur du dollar n'ont pas fini d'ébranler le marché des changes et de perturber les échanges. En cherchant à créer une «zone de stabilité monétaire» en Europe, la France et l'Allemagne cherchaient justement à se garantir une certaine stabilité pour la partie la plus importante de leur commerce. Reste le pro-

blème du rôle que le SME pourrait être amené à jouer sur le marché monétaire mondial pour le stabiliser, et plus prosaïquement l'influence qu'il pourrait avoir en faisant partager aux autres pays européens la charge des achats massifs de dollars que réalise seule, la Bundesbank.

En tout cas, la conjoncture ne paraît guère propice à inciter la Grande-Bretagne à hâter une révision de son refus de s'associer au SME. Une

cause essentielle qui avait motivé ce refus, la crainte d'une perte de compétitivité des produits anglais face aux produits américains liée à une certaine stabilisation de la livre alors que le dollar continue de chuter est plus présente que jamais. Alors que la question reste posée, face aux engagements que ne manqueront pas de lui demander ses partenaires, Carter ira au-delà de belles promesses de «ne pas laisser chuter» le dollar.

## IRAN : un enjeu stratégique mondial

# VISÉES SOVIÉTIQUES SUR L'IRAN

Par Frank ROUSSEL

L'Iran constitue un enjeu stratégique et économique de première importance, au sein d'une région du globe qui ne fournit pas moins des deux tiers de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe. Ce pays ne peut donc qu'être vivement confronté à la rivalité des deux superpuissances et à la poussée de l'URSS qui possède 1 900 km de frontière commune avec l'Iran.

Alors que les Etats-Unis voient leur mainmise de plus en plus ouvertement dénoncée par le mouvement populaire iranien, et qu'ils n'ont guère de

véritable carte de rechange à soutenir, en dehors du Shah dont le départ apparaît à l'administration américaine elle-même, de plus en plus inévitable, l'URSS est décidée à tirer profit de la situation. Pour le Kremlin aussi, qui, durant de longues années, a cherché à se ménager les bonnes grâces du Shah, le départ de celui-ci est devenu à l'ordre du jour. Les dirigeants soviétiques sont donc préoccupés de favoriser une alternative qui ouvrirait à l'URSS des possibilités de pénétration plus grandes. Témoignent de ce souci, des articles

récents de la presse soviétique, «favorables» au mouvement populaire.

Pour mener à bien son entreprise, le Kremlin entend s'appuyer notamment sur des relations économiques tissées de longue date avec la classe dominante de l'Iran, même les accords passés avant la transformation de l'URSS en nouvelle superpuissance impérialiste, et auxquels le régime iranien avait pu souscrire, y compris pour tenter de limiter une dépendance trop exclusive à l'égard des Etats-Unis.

En 1956, l'Iran se vit proposer par l'URSS la signature d'un pacte de «non agression» en échange de sa renonciation à participer au Pacte de Bagdad qui liait l'Iran au système de défense américain. Le Shah tenta de calmer les appréhensions soviétiques en donnant «l'assurance» que ni le Pacte, ni le territoire iranien «ne seront utilisés pour mener des desseins agressifs vis-à-vis de l'URSS».

En mars et en juin 1958, l'URSS et l'Iran conclurent des traités économiques comprenant la construction d'une voie ferrée joignant Tabriz à Moscou, l'utilisation conjointe des fleuves frontaliers, l'Araxes et l'Atrak, ainsi que des travaux d'irrigation et la construction de centrales hydro-électriques. Le Shah entama alors des négociations avec l'URSS. Mais celles-ci échouèrent en raison des pressions soviétiques pour obtenir de l'Iran qu'elle renonce à toute base militaire étrangère sur son territoire et qu'elle ne signe pas de pacte militaire avec les Etats-Unis. Moscou menaça Téhéran en arguant du fait que ce Pacte constituait une remise en cause du traité soviéto-iranien de 1927 et déclara que l'URSS «ne pouvait rester indifférente en face de cette situation... qui expose la frontière Sud de notre pays à un danger direct».

### Les années 60 : multiplication des accords soviéto-iraniens

Au cours des années 60, les relations entre Moscou et Téhéran s'améliorèrent avec «l'offre de paix» que fit Krouchtchev en septembre 1960 où il proposait une aide économique à l'Iran en échange du refus du Shah d'accorder le droit aux USA de construire des bases militaires sur le sol iranien. L'Iran fit une concession à l'URSS en refusant la construction de bases nucléaires américaines sur son territoire. Ce qui eut pour effet un changement d'attitude de la part de l'URSS qui accorda dès 1963 un prêt de 40 millions de dollars à l'Iran, au taux de 3,6 %. Un tournant fut marqué dans les relations irano-soviétiques par la visite du Shah à Moscou en juin 1965, alors que Mikoyan déclara que son pays «apprécie la déclaration du gouvernement iranien selon laquelle l'Iran ne permettra la construction sur son territoire d'aucune base étrangère de missiles de quelque type que ce soit, et ne sera jamais une source d'agression contre l'URSS». A l'occasion de cette visite officielle du Shah, quatre projets de coopération furent signés concernant une usine sidérurgique, une usine de machines agricoles, un gazoduc et un barrage sur le fleuve Araxes situé à la frontière irano-soviétique. Le traité écono-

mique le plus important fut celui concernant la vente de gaz naturel iranien à l'URSS, en échange de la construction en 1966 d'une usine sidérurgique.

En juin 1969, un accord fut signé pour la collaboration dans la prospection pétrolière de la mer Caspienne et l'exploitation commune des réserves de gaz naturel situées au Nord de l'Iran, en échange d'une aide soviétique pour l'industrialisation de l'Iran. En 1970, un accord économique portant sur une période de 15 ans fut conclu, concernant l'exploitation des ressources minières iraniennes. Le 1<sup>er</sup> octobre de la même année, l'Iran commençait à fournir du gaz naturel à l'URSS. Les relations de l'Iran avec l'URSS ne se sont pas confinées au seul domaine économique, mais étendues au domaine militaire. En 1965, l'Iran s'est procuré des armes auprès de l'URSS, avec laquelle elle a signé un accord portant sur la fourniture de 110 millions de dollars d'armement. Dans les années qui suivirent, des accords similaires furent conclus concernant la livraison de canons anti-aériens et d'engins blindés. La coopération se poursuivit par la conclusion d'accords bilatéraux où l'URSS s'est engagée à aider l'Iran dans la construction de plus de 90 entreprises et installations diverses. Le programme des 38 projets illustre parfaitement l'ampleur des relations dès lors établies. Parmi ces projets, figurent notamment : la construction de la première usine sidérurgique du pays à Ispahan, qui produisait au départ 1 200 000 tonnes de fonte et d'acier par an et qui devrait produire selon les prévisions 4 millions de tonnes en 1980. Figure également dans ces projets, le tronçon nord du gazoduc trans iranien long de 500 kilomètres qui a été réalisé sous la responsabilité d'organismes soviétiques. L'usine de machines-outils d'Arak, la plus grande usine de construction mécanique d'Iran, a été également construite par les Soviétiques, de même que la station hydro-électrique au bord de l'Araxes qui fournit de l'eau et de l'énergie électrique à la fois à l'Iran et à l'URSS proche.

### Après 1970, nouveaux accords économiques

Mais cette coopération économique ne dissipa pas pour autant les craintes iraniennes à l'égard du puissant voisin du nord. D'autant que celui-ci va affirmer de plus en plus, dès le début des années 70, à l'échelle de la région et dans le monde, ses ambitions de nouvelle superpuissance. Le Kremlin, conscient des difficultés qui pourraient en résulter dans les rapports entre les deux pays, va prendre des initia-

tives pour, de son point de vue, «préserver l'avenir». Podgorny lors de sa visite à Téhéran en mars 1970, s'efforcera de diminuer les appréhensions iraniennes en signant une déclaration finale décrivant les 1 920 kilomètres de frontières communes entre les deux pays comme «une frontière de paix».

En octobre 1972, le Shah fut à nouveau invité à Moscou et signa un accord de coopération économique et technique valable pour une période de 15 ans. Cet accord conçu sur le modèle d'échange acier contre gaz naturel procura à l'URSS des bénéfices substantiels non pas tant parce que cette opération lui permit d'industrialiser le Caucase, mais par les profits fabuleux réalisés par la revente de ce gaz. Ainsi, l'URSS impose des prix prohibitifs à ses partenaires du COMECON en leur vendant beaucoup plus cher le gaz naturel qu'elle achète à l'Iran.

Les projets soviéto-iraniens en cours portent sur la construction d'un nouveau barrage sur l'Araxes, la construction d'usines d'éléments préfabriqués pour construire des logements. Il est prévu que la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays passe de 200 millions de dollars actuellement, à un milliard de dollars, la fourniture de gaz naturel à l'URSS atteindrait à elle seule la valeur de 600 millions de dollars. L'URSS s'intéresse également au pétrole iranien. L'Iran est le seul pays producteur de pétrole à posséder une frontière avec l'URSS. Les nappes de la mer Caspienne diminuent et il n'est pas négligeable pour l'URSS de les compenser par d'autres fournitures, d'autant plus que les besoins de l'Europe de l'Est vont croissant. Et bien entendu, s'assurer à terme le contrôle d'une part croissante du pétrole iranien intéresse vivement l'URSS dans le cadre de ses objectifs tels qu'exercer sa mainmise sur les sources d'approvisionnement énergétiques des grandes puissances occidentales, et particulièrement européennes.

Les relations surtout économiques, ainsi établies entre l'URSS et l'Iran, sous le règne du Shah, constituent, même si elles ne sont pas comparables aux liens économiques que les Etats-Unis avaient pu établir avec l'Iran, des points d'appui potentiels pour une pénétration du social-impérialisme soviétique, pénétration que celui-ci est décidé à mener à bien.

### La réaffirmation actuelle des visées soviétiques sur l'Iran

Depuis le début de l'année 1978, l'URSS avait observé un mutisme total sur le soulèvement populaire qui se déroulait en

Iran, préoccupée qu'elle était de conserver les assez bonnes relations qu'elle avait pu maintenir avec le régime du Shah. Début novembre, des articles décrivant le mouvement populaire en Iran, ont commencé à paraître dans la presse soviétique. L'apparition de ces articles indique que pour l'URSS, la question du renversement du Shah est désormais posée et qu'il lui faut envisager cette alternative qui pourrait bouleverser ses relations avec l'Iran. Dans cette perspective, l'URSS doit s'efforcer de se trouver des alliés au sein du mouvement populaire, afin de garantir les intérêts qu'elle possède déjà en Iran et de pouvoir étendre sa pénétration dans ce pays.

Dans ce but, certains articles de la presse soviétique n'hésitent plus à flatter le mouvement populaire. Ainsi, l'hebdomadaire *Temps Nouveaux* qui parlait, la semaine dernière, «d'une explosion spécifique de la conscience patriotique nationale. Nous avons affaire ici à l'accroissement des activités historiques spontanées des larges masses qui, tout dernièrement encore, ne participaient pas activement à la politique».

Le Parti Toudeh, parti révisionniste iranien, pourrait constituer un atout important dans les mains des Soviétiques, même si actuellement, il est faible numériquement et que son influence reste limitée parmi les masses. Le Parti Toudeh a eu un regain d'activités dans la période : ses militants apparaissent désormais publiquement, diffusent largement leur presse et leur propagande. Toutefois, le Parti Toudeh semble encore largement discrédité dans les masses iraniennes, qui reconnaissent en lui le parti de l'étranger, totalement aligné sur les positions de Moscou, et qui prépareraient le remplacement de la main-mise de la superpuissance américaine par la main-mise de la superpuissance soviétique, éventualité dénoncée par certains leaders du mouvement populaire actuel. D'autre part, le Parti Toudeh s'était déjà déconsidéré dès 1953, lors du coup d'Etat qui renversa Mossadegh, et qui le vit appeler ses militants à renier leur appartenance et refuser d'organiser la résistance armée, alors qu'il disposait de nombreux officiers infiltrés dans l'armée.

Quoiqu'il en soit, et même si le Parti Toudeh ne gagne pas sensiblement en influence, à très court terme, il est bien loin d'être le seul recours pour l'URSS dans ses visées sur l'Iran. Comme l'expérience d'autres pays du Tiers Monde l'a montré, les partis révisionnistes constitués ne sont pas le seul point d'appui, ni même le point d'appui privilégié pour les tentatives de subversion perpétrées par l'URSS, et même dans certains cas, comme en Ethiopie, la structuration d'un parti révisionniste est postérieure à la main-

mise soviétique. Le Kremlin peut envisager de s'appuyer sur une fraction anti-américaine dans l'armée et soutenir un éventuel coup d'Etat de celle-ci ou même, après une succession de coups d'Etat, parvenir à gagner la nouvelle fraction de l'armée au pouvoir en se posant comme alternative au remplacement des Américains. Un tel processus s'est produit en Ethiopie. Certes, le contexte est différent, les données ne sont pas identiques ; pour des raisons historiques et géographiques, la menace d'une mainmise soviétique semble ressentie avec plus d'acuité en Iran, qu'elle ne pouvait l'être en Ethiopie. Mais, rien n'exclue que face au développement du mouvement populaire, à sa radicalisation, certains éléments de la classe dominante, jugeant leurs intérêts menacés, soient tentés, comme en Ethiopie, à réorienter leurs alliances vers l'URSS, jugeant celles-ci plus efficaces lorsqu'il faut faire face à l'essor des revendications populaires, sur les plans politique et économique, alors que la présence américaine est rejetée. Après tout, l'actuel dictateur éthiopien, Mengistu, allié de l'URSS, avait, après avoir jadis été formé aux écoles américaine et israélienne, été partie prenante d'une junte militaire qui de 1974, date du renversement de Haile Sélassié, à début 1977, maintint des relations privilégiées avec l'impérialisme américain.

### LES ACHATS DE L'URSS A L'IRAN

L'URSS a acheté près de 100 % des exportations iraniennes de laine, 65 % environ de sa production de minerai de plomb et de zinc, 35 % de ses raisins de Corynthe, ainsi que plus de 20 % de coton et de cuirs et peaux bruts.

Dans un article paru dans *La Pravda* le 19 novembre 1978, Brejnev confirmait les visées soviétiques sur l'Iran en adressant une mise en garde aux Etats-Unis, où il déclarait notamment que «toute intervention, a fortiori une intervention militaire, dans les affaires intérieures de l'Iran, État directement limitrophe de l'URSS, serait considérée comme une atteinte aux intérêts de notre propre sécurité». L'URSS affirme ainsi son droit de regard sur l'Iran et se réserve la possibilité d'intervenir dans ce pays. L'URSS dispute aux USA leur domination sur l'Iran, enjeu stratégique et économique de taille constitué par le contrôle du pétrole du golfe arabo-persique et du Nord de l'Océan Indien. Brejnev, à l'affût des changements qui peuvent intervenir en Iran et qui peuvent aboutir à chasser l'impérialisme US de ce pays, affirme ses prétentions et rappelle ses propres visées impérialistes.

# IRAN : BAKHTIAR ENTRE EN FONCTION

Le Parlement iranien a accepté la tentative de Bakhtiar de former un gouvernement civil. Celui-ci, dans une conférence de presse, a réaffirmé que le Shah quitterait le pays «pour prendre des vacances». Il s'est engagé, dans des délais non précisés, à lever la loi martiale, à dissoudre la sinistre police politique, la Savak, à rétablir la liberté de la presse. Il a déclaré autoriser l'ayatollah Khomeiny à entrer en Iran.

L'opération politique semble claire. Il s'agit d'éloigner, au moins provisoirement, le Shah qui cristallise sur lui la révolte populaire, et de prendre des mesures d'apaisement pour tenter de rallier une partie de l'opposition.

Durant toute la journée de mercredi, des manifestations ont eu lieu dans la plupart des grandes villes du pays. La grève est toujours générale. Les étrangers continuent à quitter le pays. Plus d'une dizaine d'avions ont quitté Téhéran mardi. Des vols supplémentaires ont été organisés entre Paris et Téhéran.



A Los Angeles, une voiture de police force sur les étudiants iraniens qui manifestent devant la résidence de la sœur du Shah.

Dans la banlieue de Los Angeles, plusieurs centaines d'étudiants iraniens ont attaqué la propriété où vivent la mère et la sœur du Shah. La police américaine a riposté très violemment : 35 manifestants ont été blessés, dont deux

sérieusement. Un porte-parole des étudiants a déclaré que les manifestations se poursuivraient tant que la famille du Shah resterait aux États-Unis.

A Téhéran, les rumeurs d'un coup d'État militaire

se font insistantes. Bakhtiar a, en lui-même, reconnu la possibilité, mais a déclaré espérer pouvoir l'éviter. Selon diverses sources, le Shah aurait commencé à transférer une partie de sa fortune à l'étranger.

## ● Le gouverneur militaire de Madrid assassiné

Le gouverneur militaire de Madrid, le général Constantino Ortín Gil, a été abattu mercredi devant son domicile. L'ETA a revendiqué l'attentat. Il est à prévoir que cet attentat sur un militaire de haut rang risque de resserrer les rangs de l'armée autour des nostalgiques du franquisme. Depuis juillet dernier, l'ETA avait fait savoir qu'elle choisirait désormais ses cibles principalement dans les forces armées, alors qu'elle s'attaquait surtout auparavant aux gardes civils et à la police armée.

## ● Zimbabwe : communiqué militaire de la ZANU

D'après un communiqué militaire publié par le mouvement de libération, les guerilleros de la ZANU ont anéanti 475 soldats rhodésiens de septembre à novembre 1978.

Pendant cette période, les guerilleros ont lancé plusieurs dizaines d'opérations, embuscades, raids ou harcèlements. Quinze avions ennemis ont été abattus et 38 véhicules militaires détruits.

D'autre part, la ZAPU a annoncé, de son côté, qu'au cours du raid de l'armée raciste contre une base de ses combattants en Zambie, les guerilleros de la ZAPU avaient abattu deux avions de l'armée de Smith.

## ● Tchécoslovaquie : message de nouvel an de la Charte 77

Les porte-parole de la Charte 77 ont publié à Prague un message à l'occasion de la nouvelle année : «A l'heure où nombre de nos concitoyens, dont de nombreux signataires de la Charte 77, sont emprisonnés pour leurs opinions (...), nous aimerions vous assurer que notre communauté vit, travaille, et ne perd pas l'espoir que les libertés civiles essentielles seront progressivement imposées en Tchécoslovaquie et que le combat, à cet effet, a un sens pour l'avenir aussi.»

## Vague de froid : conséquences multiples



La vague de froid a provoqué la mort de plusieurs personnes. A Beauvais, un chauffeur de 50 ans est mort de froid au volant de son véhicule immobilisé par la neige. A Evreux, un enfant est mort en tombant dans une fosse pleine d'eau à la glace fragile. Dans le Var, un homme de 78 ans a été emporté par le mistral alors qu'il se penchait pour fermer ses volets. Il est mort après une chute de dix mètres.

La ville de Mont-de-Marsan est totalement isolée. Il y a d'importantes difficultés de circulation dans le Nord : un médecin qui devait se rendre de Calais à Boulogne-sur-Mer pour prendre sa garde à l'hôpital n'a pas eu d'autre ressource que de prendre le ferry

pour Douvres. La rentrée scolaire est retardée dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Judi matin, l'EDF décidait de procéder à des coupures de courant dans le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis.

Une autre conséquence du froid est la hausse du prix des légumes. Les carottes, les endives, les choux-fleurs et même les pommes de terre ont vu leur prix augmenter. Toutefois, il faut tenir compte des effets de la spéculation : c'est ainsi que les choux-fleurs avaient été retirés du marché en raison d'un approvisionnement important. Ils recommencent à apparaître à un prix multiplié par cinq.

# L'ACCORD MAUROY-ROCARD CONFIRMÉ

C'est sur un constat de désaccord que se sont séparés les membres de la majorité du bureau exécutif du PS. De laborieuses tractations étaient en cours pour tenter de former une nouvelle unité de la majorité du PS : leur échec amènera une alliance Mauroy Rocard à s'affronter aux thèses de Mitterrand.

En l'absence de Mitterrand, la réunion de mercredi n'a donc pu parvenir à une synthèse. Une contribution sera déposée avec les signatures de Rocard et Mauroy, ainsi que celles du «courant critique» regroupant Martinet, Taddéi, Jean-Pierre Cot et Françoise Gaspard. Ce texte reprend, pour l'essentiel, les thèses déjà contenues dans les quatre textes présentés par Rocard et Mauroy lors de la précédente réunion de la majorité du PS, le 20 décembre.

Toutefois, Mauroy garde deux fers au feu : jouant sur le poids des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, il a déclaré être favorable à une reconduction de l'actuelle majorité, sur la base d'une synthèse qui pourrait se faire au Congrès. Cette hypothèse d'une recombinaison de l'actuelle majorité semble

de plus en plus improbable. La condition qu'y met Mauroy est que Mitterrand refuse toute alliance avec le CERES.

Précisément, dans le Monde daté de jeudi, Chevènement envisageait son entrée dans la majorité du PS. Le moment lui semble venu pour avancer ses pions. Selon lui, l'alliance Mauroy-Rocard procède d'une «offensive droite et qui doit être dénoncée et combattue comme telle». Il qualifie les textes présentés par Rocard et Mauroy de «projet assez banalement réformiste».

Du coup, Chevènement redécouvre des mérites à Mitterrand, qui, à ses yeux, «a joué un rôle ex-

trêmement positif dans notre pays pour faire mûrir les conditions d'une union de la gauche victorieuse». Les textes que Mitterrand présente comme base de discussion sont pour lui «des déclarations de principe assez générales» qu'il juge «satisfaisantes». Chevènement pose à son entrée dans la majorité du PS des conditions qui semblent devoir être remplies assez facilement : il faudrait pour cela que «l'on dise clairement que l'on veut sortir de la logique du capitalisme». Rien ne semble devoir empêcher Mitterrand de s'engager à ce sujet, sur des mots, comme il l'avait déjà fait au Congrès d'Épinay. La se-

conde condition est «d'entrer le Parti socialiste dans les masses, d'en faire un parti de lutte sur tous les terrains». Ce sera sans doute difficile à faire entrer dans les faits, mais certainement moins à faire figurer dans une motion.

Il n'est donc pas impossible que le prochain Congrès du PS voit un affrontement Rocard-Mauroy contre Mitterrand-Chevènement. Sous réserve de retournements, toujours possibles en politique social-démocrate. Le 12 février, un comité directeur devrait faire le compte des différentes contributions, devenues motions, pour les présenter au vote des militants.

### ● MAREE NOIRE

Les autorités portugaises ont exigé que le pétrolier grec *Andros Patria* quitte les eaux territoriales portugaises. Il était remorqué en direction de Lisbonne pour qu'on achève de pomper ses réserves de pétrole.

### ● URSS-ESPAGNE

Oreja Aguirre, ministre espagnol des Affaires étrangères, se rendra en URSS le 17 au 19 janvier. Il s'agit de la première visite offi-

cielle d'un ministre espagnol depuis la guerre civile, les relations diplomatiques n'ayant été reprises qu'en 1977.

### ● K.G.B.

La police britannique est arrivée à des con-

clusions précises au sujet de l'assassinat du dissident bulgare Markov, tué à l'aide d'un poison injecté grâce à un parapluie. Markov a été effectivement empoisonné, grâce à un poison végétal, la ricine.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942